

L'économie de l'esclavage colonial : enquête et bilan du XVII au XIXème siècle.

Célimène, F. & Legris, A. (2002).
Paris : Editions du CNRS.

Quand on veut souligner l'importance d'un ouvrage ou du sujet dont il traite, on dit qu'il comble un vide. C'est le cas. On a souvent fait remarquer que l'économie de l'esclavage colonial – ni l'esclavage en général, ni l'économie coloniale en général – n'a guère fait l'objet de travaux qui rendent compte de l'importance historique de ce type d'économie. Et cela contrairement à ce qu'on aurait pu croire. Indépendamment même de ses implications humaines ou éthiques, sociales, culturelles et politiques, la spécificité, le poids et les enjeux encore actuels de cette économie ou de ce système économique (P. Dockès parle de « paradigme productif ») auraient évidemment mérité des travaux plus systématiques, dans notre pays. Il est vrai qu'ailleurs, en particulier dans le monde anglo-saxon, les recherches sur ces thèmes sont nettement plus développées. Faut-il relier cela au fait que les Etats-Unis ont été, d'une certaine manière, plus directement engagés dans cette économie de l'esclavage colonial : aussi bien du côté des maîtres que du côté des esclaves ? Ou faut-il relier cela plutôt au fait que l'esclavage a été aboli très tard aux Etats-Unis ? (Parmi les publications récentes, par exemple, Ira Berlin, *Generations of captivity, A History of African-American Slaves,*

BellknapPress/Harvard University Press, 2003). Pour quelles, bonnes ou mauvaises, raisons, les recherches sur l'économie de l'esclavage colonial ont-elles été si peu développées jusqu'à ce jour ?

Est-ce parce qu'il s'agit d'un sujet qui éveille surtout des sentiments de culpabilité ou même qui pourrait alimenter des revendications concernant des dommages et intérêts, et que nous préférons refouler ou ignorer ? Cette économie n'a-t-elle pas été une source importante de revenu (l'introduction cite un spécialiste : « la France lui a dû, pendant un siècle, la prospérité de son Empire »), qui ne valait pas beaucoup mieux que les argents sales d'aujourd'hui ? Mais peut-être n'avons-nous pas totalement conscience, que ce soit de son importance ou que ce soit de son absence de légitimité.

Est-ce parce qu'il s'agit d'un sujet éminemment pluridisciplinaire : toutes les SHS ne doivent-elles pas être mobilisées simultanément pour pouvoir analyser et comprendre cette économie très particulière ? Car si on parle d'économie, c'est bien plus largement de problèmes d'humains (de vie, de travail, de mort), de société, de politique... que l'on parle.

Est-ce parce que l'on a ignoré le plus gros des réalités de cette économie qui, sauf exceptions,

ne cherchait pas trop la publicité ou la transparence ? Il est vrai que si l'on en connaissait l'existence et les principes de fonctionnement, on était évidemment loin de pouvoir en appréhender les grandeurs et les flux.

L'un des mérites de cet ouvrage – qui est parti de préoccupations relatives à l'histoire de la pensée – est de montrer que, très tôt, de “grands esprits” se sont intéressés à cette économie, pour en dénoncer la barbarie. Et posaient (c'est typiquement le cas de Condorcet, en 1776) la question de savoir si l'on ne pouvait faire autrement : si l'on ne pouvait faire aussi bien, voire mieux, sans pour autant recourir à l'esclavage.

Le second mérite de cet ouvrage est de présenter en un volume, somme toute assez restreint (180 pages), une assez grande diversité d'aspects de la manière dont l'économie de l'esclavage a été pensée et a fonctionné, telle qu'à sa lecture se dégage une vision d'ensemble, assez complète, de cette économie très particulière.

Quoiqu'il en soit, voici donc un ouvrage consacré à l'économie de l'esclavage. On notera que l'un des coordinateurs et auteurs de cet ouvrage appartient à l'Université des Antilles et de la Guyanne.

Après une introduction des coordinateurs de l'ouvrage (qui rappellent la hiérarchie raciale de Moreau de Saint-Méry, qui va, en partant du croisement d'un blanc et d'une négresse, au mulâtre, au quarteron, au métis, au mame-loucq... etc.), celui-ci est construit en trois parties. Une première partie vise à mettre l'institution esclavagiste en perspective : comment l'esclavage a-t-il été raisonné et justifié ? La deuxième partie développe le thème de l'esclavage dans l'histoire des idées économiques. Une troisième partie est consacrée aux faits industriels, c'est-à-dire au fonctionnement de cette économie un peu particulière.

Sans rentrer dans les arguments ou les questions de droit, dont certains (Ph. Simonnot, *Le bétail parlant*, *Le Monde des livres*, 18 février 2003) estiment qu'il s'agit de la partie la plus intéressante, la première partie montre comment l'économie – l'économie politique, pas encore la science économique – se dégage progressivement des autres registres de l'argumentation, qui renvoie au droit naturel, puis à des ensembles de considérations philosophiques et

morales. Si A. Smith introduit une véritable problématique économique, en termes d'efficacité et de coûts comparés, c'est quand même une explication morale ou psychologique, renvoyant au plaisir de domination du maître, qui l'emporte. Il est peut-être bon de rappeler son argumentation, dont on conviendra qu'elle est un peu tirée par les cheveux : l'inefficacité du travail servile est compensée par le plaisir de la domination. La présentation des idées d'A. Smith – celle de André Lapidus (« Le profit ou la domination ») qui ouvre la deuxième partie de l'ouvrage – nous fait rentrer dans les divers aspects des coûts à prendre en considération : bien entendu le prix d'achat et les coûts de subsistance (par rapport au salaire), mais aussi les coûts de contrôle ou de maintien de la discipline, ainsi que les coûts de reproduction. Et la discussion porte non seulement sur les coûts, mais sur l'efficacité comparée, ce qu'on appelle parfois, dans les manuels, le coût unitaire du travail, compte tenu de la productivité. A quoi, en termes dynamiques, Smith ajoute qu'en outre l'esclave n'est pas inventif.

On trouvera d'autres critiques économiques – que l'on pourrait qualifier de macro-économiques et qui nous font sortir du pur calcul des coûts comparés – dans la présentation que R. Arena fait des travaux de J.B.Say, J.-Ch. Sismondi et P. Rossi. La première critique est intéressante : elle consiste à dénoncer le fait que le capital français entretient dans les Antilles une production (servile) qui n'est pas compétitive. De ce fait le consommateur français non seulement est obligé de verser une rente au planteur antillais, mais assure le maintien de l'esclavage. Il s'y ajoute un argument de Sismondi en termes de revenu et de consommation : en enrichissant davantage les riches, l'esclavage appauvrit les plus pauvres, ce qui entraîne une sous-consommation et freine la croissance.

On peut évidemment ajouter les réflexions de Tocqueville sur le sujet : mais comme l'écrit Philippe Steiner (*De la démocratie et de l'esclavage : Tocqueville à l'épreuve des colonies*), « lorsqu'il s'agit d'opérer la transformation de l'esclave en salarié et du maître en capitaliste..., sa pensée n'a rien de bien grandiose ». Comme curieusement d'ailleurs, concernant le « passage à un état social démocratique dans lequel l'es-

clave est transformé en citoyen... la pensée de Tocqueville est étrangement incomplète... ». Mais que se passe-t-il donc ? Ne ressent-on pas comme une sérieuse désillusion ? Mais laissons cela.

A ce stade, on reste quand même un peu sur sa faim, car on se retrouve face à une sorte de paradoxe assez profond : les économistes (du moins ceux dont il est question dans l'ouvrage) nous montrent et nous démontrent l'infériorité de l'esclavage en termes économiques, et cela n'empêche pas le système de prospérer. Nous avons bien la passion de la domination, selon A. Smith, mais est-ce vraiment suffisant ?

Pour aller plus loin dans la compréhension, il faut passer à la troisième partie, intitulée « Esclavage et travail salarié : une approche en termes de faits industriels. ». Là en effet nous passons à l'économie de l'esclavage (colonial) comme système, ou comme le développe Pierre Dockès, comme "paradigme" (Le paradigme sucrier, XI^e-XIX^e siècle). Que l'on aime ou que l'on aime moins le concept de paradigme technologique, P. Dockès nous montre de manière assez convaincante que s'est imposé, et pas, ou pas principalement, pour des raisons techniques, un mode de production du sucre, qui, s'étant montré d'une part cohérent et d'autre part rentable pour les capitalistes, a été diffusé et généralisé en l'état. Et ce paradigme sucrier se maintient dans le temps, se diffusant dans les îles, qui constituent l'une des composantes organisationnelles fortes du système. L'aperçu historique qu'en fournit l'auteur est impressionnant. Mais, en dehors de la généralité et de la permanence de ce paradigme sucrier, ce qui est intéressant dans toute cette histoire – et nous n'en sommes plus du tout à des comparaisons de coûts – ce n'est pas la production de base – ce n'est pas là que se font les profits – mais le système dans son ensemble, qui inclut la traite en amont, le transport et le raffinage du sucre en aval et la commercialisation comme la consommation. Il s'agit souvent, on le sait, de commerce triangulaire. C'est le capitalisme financier et/ou commercial qui domine et prélève. Mais, comme le souligne l'auteur, de ceci résulte aussi, dans une perspective braudelienne, l'aspect précocement capitaliste de la production.

Le chapitre VII (F. Célimène et A. Legris,

L'économie coloniale des Antilles françaises au temps de l'esclavage) s'efforce de faire une sorte de bilan de cette économie de l'esclavage colonial. Il y a évidemment l'intérêt de la métropole : la traite (c'est le commerce négrier qui est le plus lucratif), le transport, le commerce, la transformation finale, et bien entendu la consommation finale qui (à partir de la fin du XVII^es.) augmente rapidement (plus rapidement que celle des autres produits tropicaux). Il y a aussi l'intérêt, mais plus limité, des colonies. Mais tout cela montre aussi qu'il est bien difficile d'arriver à des estimations quelque peu rigoureuses, ne serait-ce que des ordres de grandeurs de cette économie coloniale de l'esclavage. Et en lisant l'ouvrage on se rend compte – c'est encore un de ses mérites – que l'on aimerait en savoir beaucoup plus sur la logique et les ressorts profonds de cette économie de l'esclavage. Qu'est-ce qui faisait par exemple, comme l'indique le chapitre III, d'après A. Smith, que si le sucre et (mais plus que) le tabac sont rentables avec l'esclavage, le blé ne l'est pas ? Comment étaient déterminés les prix de ces produits pour qu'il en soit ainsi ? Ne suffisait-il pas d'augmenter les prix à la consommation pour assurer la rentabilité, comme dans l'argument de Sismondi ? Comment se fait-il, comme l'indique l'ouvrage, que les progrès techniques aient été aussi faibles dans la production de sucre ? Et tant d'autres questions de ce type.

Et, dans une note plus positive, il faut, pour terminer, signaler un dernier chapitre, de Hai-Quang-Ho, sur « La transition de l'esclavage au salariat à la Réunion (1828-1853) ». L'auteur retrace la réduction progressive, à partir de 1831, d'une part de l'« engagisme » (salariat contraint de longue durée) issu de l'immigration indienne, et d'autre part, et surtout, des apports d'esclaves (due à la diminution brutale de la traite), ainsi que, après l'abolition de l'esclavage en 1848, le remplacement des esclaves par des salariés, qu'il fallut aller recruter en Inde et sur le continent africain

Jacques De Bandt
LATAPSES - CNRS
Université de Nice-Sophia Antipolis

Faire Savoirs

n° 4 - juin 2004

Sciences humaines et sociales en région PACA



Dossier Aménagement & Débat public

Coordination : Maurice Olive
Jean-Michel Fourniau

études
Centralités communales

métiers shs
Chargé de mission territorial

thèses
• Décentralisation / Bureaucratie
• Université / Ville

lectures
• Vote en PACA
• Esclavage colonial